

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 40 (2003)
Heft: 1583

Artikel: Sommet mondial sur la société de l'information : une occasion manquée
Autor: Egger, Michel
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1021625>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 27.03.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Une occasion manquée

L'information, réduite à une marchandise, échappe au contrôle démocratique et à l'intérêt public. Le Sommet de décembre ne changera rien aux déséquilibres actuels.

Michel Egger

Responsable de politique de développement auprès de la Communauté de travail
Swissaid / Action de Carême / Pain pour le prochain / Helvetas / Caritas / Eper

Ses organisateurs l'ont claironné sur tous les toits: le Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI), qui se tiendra à Genève du 10 au 12 décembre, devait être d'un «nouveau type». Les textes officiels appelaient à la «participation active et effective» de la société civile. Ils invitaient par là même à dépasser le seul niveau intergouvernemental et à tester de nouvelles formes de gouvernance mondiale, véritablement démocratiques, transparentes et tripartites. C'est-à-dire incluant - sur un «plan d'égalité» - tous les acteurs en présence: gouvernements, organisations intergouvernementales, entreprises et organisations non gouvernementales. Un pas de plus important par rapport aux pratiques en vigueur jusqu'ici à l'ONU.

Cette perspective pouvait relever, d'une manière créative, les défis complexes et globaux posés par la société de l'information. Contrairement aux précédents, ce Sommet de l'ONU - par la nature même de son thème - aurait dû être plus «prospectif» que «réactif». Son but n'était pas de corriger certains mal-développements (écologiques ou sociaux), mais de jeter les bases de la société de demain. Une société qui sera de plus en plus structurée par les flux d'informations, nerfs des mutations en cours dans tous les domaines. Elle se construit, ainsi que le montre Internet, avant tout de bas en haut, à travers la constitution de réseaux et la circulation sans hiérarchie des savoirs. D'où la nécessité d'expérimenter les modalités d'une «nouvelle gouvernance mondiale pour le XXI^e siècle».

Des promesses sans lendemain

Le processus du Sommet était, en ce sens, une occasion unique. Celle-ci a malheureusement été manquée. Les promesses n'ont pas été tenues. Certes, formellement, il y a eu quelques améliora-

tions, conquises de haute lutte. D'abord, la société civile a pu prendre la parole plus que de coutume pendant les sessions préparatoires des gouvernements. Ensuite, un Bureau international de la société civile - représentant plus de vingt «familles» (jeunes, femmes, pouvoirs locaux, indigènes, etc.) - a été créé pour négocier les règles de procédure. Enfin, au plan suisse, une plate-forme d'organisations non gouvernementales (*comunica-ch*) a été associée aux travaux de l'administration fédérale; elle était représentée par trois personnes dans la délégation officielle de la Suisse au SMSI.

Les ONG ont été marginalisées

Ces avancées doivent cependant être relativisées. Le Bureau de la société civile souffre de carences structurelles et son avenir, faute de financement, n'est pas garanti. Les temps de parole octroyés aux ONG - quelques minutes à la fin des plénières et au début des groupes thématiques - ressemblent plus à des concessions qu'à de véritables ouvertures. De fait, si la société civile a pu se faire entendre, elle n'a pas vraiment été écoutée. La plupart de ses propositions et revendications - porteuses d'innovations - ont été ignorées. Le résultat est là: à quelques jours de l'ouverture du SMSI, la Déclaration de principes et le Plan d'action proposés sont creux et sans substance. Des documents technocentristes qui parlent plus d'infrastructures que de contenus, placent les intérêts du secteur privé avant ceux des populations, considèrent l'information davantage comme une marchandise que comme un droit et un bien commun.

Comment en est-on arrivé là? Nombre d'Etats, pour beaucoup mal préparés, se sont rapidement crispés. Par peur de perdre leurs prérogatives (déjà en voie d'érosion), par crainte d'une société civile jugée trop critique et contestée dans sa légi-

imité. Mais aussi parce qu'ils ont pris peu à peu conscience des enjeux cruciaux de la société de l'information. Enjeux politiques avec les droits humains et la liberté des médias, qui constituent des menaces pour des pays non démocratiques comme la Chine, le Pakistan ou l'Iran. Enjeux économiques avec notamment les logiciels libres qui font frémir les pays à la botte de *Microsoft* comme les Etats-Unis. Enjeux de développement enfin avec le financement de la lutte contre la fracture numérique, les pays du Sud préconisant un fonds international de solidarité, ceux du Nord préférant les partenariats public-privé.

Le souffle visionnaire fait défaut

Ce dernier point est révélateur. Si le Sommet a manqué du souffle visionnaire requis, ce n'est pas seulement parce que le choix du leadership était mauvais (la technocratique Union internationale des télécommunications) ou que la conjoncture était défavorable (gueule de bois post-krach du Nasdaq et post-11 septembre). C'est aussi parce que la plupart des Etats ont été incapables de sortir du paradigme néo-libéral dominant. Un modèle de pensée qui se reflète dans la manière d'envisager le «tripartisme»: aux entreprises les investissements, aux ONG la création de plus-value éthique et la récupération des exclus du système, aux Etats la production de conditions-cadre favorables aux affaires.

Si rien ne change fondamentalement d'ici au 12 décembre, la société civile - sans claquer la porte - ne pourra que se désolidariser des résultats du SMSI. Elle a déjà décidé de se concentrer sur ses propres textes de référence ainsi que sur les événements parallèles. De quoi développer une «autre» vision de la société de l'information, plus solidaire, libre, démocratique et équitable. ■

Pour en savoir plus:
www.comunica-ch.net, www.iued-wsis.org